

Congrès national
Reims 2012

du 02 au 06 avril



DISCOURS D'OUVERTURE DU CONGRES

Par Frédérique ROLET
Co secrétaire générale du SNES-FSU

Le congrès national, moment important dans le fonctionnement du SNES se tient aujourd'hui dans un contexte difficile mais ouvrant de véritables défis. Trois semaines avant les élections présidentielles, suivies des législatives, il nous faudra mettre à profit ce temps de réflexion collective pour analyser au mieux le contexte, le sens des mutations à l'œuvre dans notre société, en déduire la stratégie la plus efficace, ce que nous allons porter d'essentiel, supporté par quelle mobilisation.

Difficile si l'on regarde quel est l'état actuel de la société française, plus largement la crise qui frappe l'ensemble du monde et plus particulièrement l'Europe, les conséquences sur les populations. Ne sous estimons pas la gravité de la situation, l'installation durable d'une crise profonde du capitalisme suscitant des réponses coordonnées dans les différents pays européens qui, toutes, ont pour objectif de faire payer la crise aux peuples, d'imposer des politiques de régression sociale.

En 2008, la crise était venue du système bancaire financiarisé sans amener de réorientations profondes des politiques économiques ; pour sauver le système bancaire, les Etats ont pris en charge la dette privée due à la spéculation financière transformant ainsi la dette privée en dette publique. Devant l'augmentation des déficits publics ainsi creusés, de nombreux pays ont eu recours à des plans d'austérité qui ont aggravé la situation, conduit à la récession, plongé dans la difficulté salariés, chômeurs et retraités. Les causes profondes n'ont pas été traitées, n'ont pas été questionnés les choix faits en matière de fiscalité qui ont organisé un assèchement des recettes. Les plans se sont alors succédés comme en Grèce, enfonçant chaque jour de nouveaux pays dans la crise, provoquant chômage, licenciements, gel voire baisse des salaires et retraites, casse des services publics. La Commission européenne, la BCE et les Etats membres laissent les marchés financiers spéculer contre les dettes publiques comme les dettes privées. Le nouveau traité européen de discipline budgétaire dit

« Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » dans l'Union, en prétendant condamner à l'austérité permanente les politiques publiques, retire de fait aux parlements nationaux la souveraineté budgétaire, faisant ainsi reculer la démocratie ; après l'épisode du referendum avorté des Grecs sur l'acceptation des plans d'austérité, après la mise en place sous la pression des marchés de nouveaux gouvernements en Grèce et en Italie, c'est une nouvelle atteinte aux principes démocratiques. C'est pourquoi, il doit être dénoncé, c'est pourquoi il est urgent de travailler avec toutes les forces sociales en France et en Europe à la construction d'une autre Europe, fondée sur des principes de solidarité et non plus de concurrence, dotée d'un fonctionnement démocratique, respectueuse des peuples.

Le temps présent pose bien des questions, marque un tournant dans la conception de nos sociétés, doit être l'occasion de refonder un nouveau pacte social auquel doivent œuvrer toutes les forces progressistes ; la France n'est pas épargnée par les débats idéologiques à l'œuvre.

De l'aveu même de l'actuel président, il s'agit de parachever en France la révolution conservatrice déjà bien entamée dont il évite de dresser le bilan mais dont les salariés peuvent mesurer les effets et de mener une véritable guerre idéologique ; avec quel résultat ?

Cinq ans de mandature de Nicolas Sarkozy ont laissé une France exsangue, marquée par des clivages sociaux et des inégalités de plus en plus importants, privée d'atouts pour affronter l'avenir ; dresser un bilan exhaustif des ravages causés par la politique économique et sociale, des atteintes aux droits et libertés, à la laïcité, du non-respect de la séparation des pouvoirs, de la dégradation de l'image des politiques du fait des multiples « affaires » relèverait d'un travail titanesque. Retenons en le mal fait à la démocratie, la rupture des liens entre les citoyens, la remise en cause de la notion même de solidarité, l'explosion des inégalités, la montée de l'individualisme avec son pendant celui des communautarismes, l'impasse de la stratégie militaire menée en Afghanistan.

Tandis que le chômage de masse s'installait et que s'effondrait le pouvoir d'achat, que pauvreté et exclusion touchaient un nombre grandissant de citoyens, l'oligarchie imposait sa domination économique en légitimant ses intérêts et ses valeurs tout en renvoyant les plus démunis à la culpabilisation, à la responsabilité de leur condition. Responsables de leur sort les 4 millions de chômeurs, les jeunes de banlieue touchés par l'exclusion, responsables ceux qui n'ont plus que les minima sociaux pour survivre, la masse des « assistés » traités avec mépris, accusés de fraude sociale. Les thématiques développées par le pouvoir n'ont eu de cesse d'opposer les uns et les autres tout en s'attaquant aux fondements des garanties collectives et sociales. Le comble de l'ignominie a été atteint avec les propos de Claude Guéant sur l'inégalité supposée des civilisations, justifiant en creux xénophobie, politiques impérialistes et colonialistes.

Mais si le président actuel souhaite jouer les prolongations, c'est aussi parce qu'il a rencontré de fortes résistances et, aujourd'hui, la fréquentation des meetings politiques, le retour que l'on perçoit dans le champ politique des catégories populaires privées jusque-là de voix portant leurs revendications doit nous faire espérer, espérer que la domination de l'argent, le règne de la cupidité et l'injustice trouvent un terme. Ce phénomène ne ravit pas tout le monde et le discours de certains media sur le populisme, concept recouvrant des réalités diverses, cache mal le mécontentement devant le constat d'une réapparition des classes populaires dans le champ politique. Agiter l'épouvantail d'un populisme de gauche permet d'éviter de traiter les demandes posées par les travailleurs, demande de protection et de justice sociale, demande d'un autre partage des richesses qui reconnaisse le fruit du travail.

Alors oui, nous avons désormais l'espoir de débouchés politiques aux revendications portées par le mouvement syndical ; les manifestations massives de 2009, regardées de près en Europe, n'ont pas connu ensuite les rebonds nécessaires ; les causes en sont multifactorielles, des divergences de stratégie des organisations syndicales à l'insuffisante vigueur des plates-formes ; mais un élément a pesé fortement, celui du manque de relais politiques, d'un projet ambitieux et cohérent d'alternatives au capitalisme financier. Les débats de la période ouvrent des perspectives ; aussi disons-le clairement, s'impose la nécessité d'une alternance et d'une rupture radicale avec les orientations actuelles. La réélection de N. Sarkozy ouvrirait la voie à de nouvelles régressions, l'achèvement du démantèlement de notre modèle social, un remodelage social fondé sur la remise en cause des textes législatifs dans le privé, du statut de la Fonction Publique. Un nouveau mandat lui permettrait d'achever l'exécution d'un programme inspiré par M. Thatcher ou les néo conservateurs américains, théorisant la priorité donnée au marché et à l'initiative individuelle, supposée bridée par le « carcan » des règles collectives ; discours biaisé relevant d'une vision mécanique entre l'opposition de l'Etat social et l'individu, alors même que ce sont les protections collectives qui permettent à l'individu de s'émanciper, thématique qui sera l'objet de notre table ronde. Bien des domaines ont déjà été touchés par le fruit de cette

idéologie mortifère, celui de la protection sociale, celui des services publics notamment celui de l'Education. N'ayant cessé de rendre les salariés responsables de la crise, le patronat n'a à la bouche que le coût du travail et rêve de davantage de flexibilité. Contrairement aux assertions du patronat et de nos libéraux, ce n'est pas le coût salarial mais celui du capital qui pèse sur les entreprises ; ce sont les charges d'intérêt ou les dividendes qui ont augmenté tandis que la part des salaires dans les richesses créées subissait une baisse importante depuis les années 80. Ce sont ainsi 100 milliards d'euros qui sont transférés chaque année du travail vers le capital dans les entreprises industrielles et les services, au détriment de l'emploi, des salaires. Barrons impérativement le chemin à ceux qui veulent aller plus loin dans cette décomposition de notre modèle social. Usons du pouvoir donné par les urnes, c'est urgent, c'est vital. Mais conquérir une véritable politique de rupture suppose de créer conjointement un vaste mouvement de mobilisation, en France et au-delà. Si la régression conservatrice voulue par nos actuels gouvernants n'a pu aller aussi loin qu'ils l'auraient souhaité, ce sont bien les spécificités françaises, les fameux amortisseurs sociaux, la conception et le rôle des services publics qui l'ont freinée, ce sont bien les luttes menées dans les différents secteurs. Probablement la virulence des propos de N. Sarkozy sur les « corps intermédiaires » à savoir les syndicats s'interposant entre lui et le peuple trouve-t-elle aussi une explication dans les résistances qui lui ont été opposées. Ne nous leurrions pas : dans ce contexte marqué par le discours omniprésent sur la crise, quelle que soit la majorité issue des scrutins, les salariés auront à se mobiliser pour retrouver le sens du progrès social.

Dans l'Education, les attaques se sont cumulées durant ces dernières années, conjuguant suppressions d'emplois et rigueur budgétaire à des réformes réactionnaires. Guidé par le souci d'économies, le projet éducatif, même non théorisé, a bien montré sa cohérence. Au développement renforcé des élites ont correspondu les tentatives d'éviction précoce d'une grande partie des élèves, considérés comme inéducables, renvoyés à de pauvres acquisitions, sujets d'un discours compassionnel plutôt qu'ambitieux faisant fi du poids des inégalités sociales. Le mépris pour les questions de contenus, la volonté d'affaiblir des disciplines structurantes dans l'acquisition des savoirs, les modalités de fabrication des programmes sont allés de pair avec la dégradation des conditions de travail et d'étude. La volonté d'imposer des modes de gouvernance fondés sur l'encadrement renforcé des individus et la main mise sur le travail ont eu pour corollaire une valorisation d'une pseudo autonomie mettant en concurrence disciplines, établissements et personnels. Les professionnels de l'éducation ont été dessaisis de leur expertise et leur savoir-faire, la spécificité et la qualité des missions des différents membres des équipes éducatives niées. Les réformes ont eu un effet délétère sur les personnels, remettant en cause les fondements de leurs métiers, produisant une perte de sens du travail. L'offensive néo libérale sur l'école s'est exercée sur tous les terrains, organisant des cursus à plusieurs vitesses, renforçant les inégalités, cherchant à miner tous les cadres nationaux et saper les statuts comme en témoigne par exemple le dispositif Eclair. Pourtant, les personnels n'ont jamais baissé les bras, décidés au prix d'un investissement accru à exercer leurs missions, à tenter de préserver un service public d'éducation digne de ce nom. Les luttes ont été nombreuses et se poursuivent actuellement dans les établissements autour des questions de préparation de rentrée ; sur tous les terrains, interprofessionnel comme sectoriels, les personnels de l'éducation nationale ont joué tout leur rôle. Le SNES, dans ce combat, a pris toute sa place, impulsant et coordonnant les mobilisations, intervenant dans les différentes intersyndicales pour essayer de rassembler et mobiliser largement.

Il l'a fait dans des conditions difficiles, face à un pouvoir brutal imperméable au dialogue social, dans un paysage syndical divisé. Récemment, ayant analysé les projets de réforme de l'évaluation des enseignants, CPE, CO-Psy pour ce qu'ils sont profondément, un changement radical du sens des métiers, du rapport aux hiérarchies, il a provoqué une intersyndicale qui s'est prononcée unanimement pour le retrait du projet. Dans le même temps, fidèle à ses orientations, le SNES a toujours cherché dans cette période compliquée en s'appuyant sur les mobilisations à faire avancer les dossiers revendicatifs, ne pas se contenter d'un existant insatisfaisant à bien des

égards mais avancer des propositions pour un système éducatif plus démocratique reposant sur des personnels mieux formés, mieux rémunérés, concepteurs de leurs pratiques.

Les résultats des élections professionnelles, quelles qu'aient été les déplorables conditions de leur préparation et de leur déroulement ont conforté notre organisation comme elles ont globalement conforté voire fait progresser les syndicats de la FSU. Restera, dans leur colère, le goût amer de milliers de collègues privés de la possibilité d'exercer leur droit et qui justifie l'exigence d'un retour d'un papier sur le lieu de travail et au mois de décembre. Mais, n'en déplaise à ceux qui escomptaient et se réjouissaient à l'avance d'un bouleversement de l'échiquier syndical, c'est bien l'orientation défendue par la FSU et ses SN qui a gardé l'adhésion des personnels.

Cela doit nous encourager à poursuivre le travail amorcé à Perpignan, celui de redonner au syndicalisme les atouts nécessaires à la défense de tous les salariés et retraités, mieux appréhender les questions provoquées par les évolutions du travail, les mutations profondes à l'œuvre dans nos sociétés et, pour cela avancer dans la démarche de l'unification et du rassemblement. Cela suppose que le SNES, avec la FSU, renforce le travail commun avec les partenaires syndicaux qui adhèreraient à cet objectif, poursuive et amplifie les relations avec le monde associatif, les organisations de parents d'élèves, de lycéens et d'étudiants, tous ceux qui se battent en ce moment pour plus de justice, plus d'égalité, une transformation sociale reposant sur une révolution fiscale, la maîtrise de la finance, un autre partage des richesses.

Cela suppose de porter un projet alternatif au niveau européen voire au-delà pour contrer les politiques régressives partout à l'œuvre, en réfléchissant mais aussi en agissant ensemble.

Et la réaction, certes tardive, de la CES appelant le 29 février à une journée de mobilisation contre un traité qui aggraverait la condition des peuples, montre que les choses bougent et qu'il est urgent de renforcer le poids et l'influence des syndicats de lutte et de transformation pour obtenir davantage de cadre de coordination des mobilisations.

Les défis, disais-je, auxquels nous devons donc répondre sont nombreux : comment amorcer des débats d'ampleur pour associer les syndiqués à ces réflexions, assurer l'avenir du syndicalisme constitutif de l'identité de la FSU avec toutes ses composantes ? Quelles initiatives prendre à tous les niveaux pour augmenter le nombre de syndiqués, redonner confiance dans la capacité de l'outil collectif à défendre tous et chacun ?

Comment mettre enfin à profit la période pour faire de la question des services publics et de leur rôle dans l'établissement des solidarités, notamment de celui de l'Education, un objet central des débats ?

La stratégie à construire ensemble dans ce congrès sera décisive pour l'avenir du système éducatif, décisive pour le second degré et ses personnels, pour les jeunes, pour le pays. Le champ de ruines laissé par le pouvoir en place, la persistance de la crise et d'un contexte économique tendu rendront sans nul doute difficiles les négociations futures ; sans nul doute faudra-t-il se battre et se mobiliser fortement.

Mais les contre réformes imposées ont montré à rebours ce dont avait besoin le système éducatif et ouvert les possibilités de penser ensemble les changements nécessaires pour faire entrer tous les jeunes dans les apprentissages, restaurer l'égalité sur tout le territoire, faire évoluer nos métiers dans le respect de leur identité, revaloriser nos professions et leur rendre une attractivité perdue, si l'on en croit notamment la crise de recrutement structurelle qui s'est organisée.

Nous n'avons pas attendu le temps des élections pour chercher à irriguer les programmes des partis politiques de nos propositions, ce travail a récemment pris la forme d'une interpellation des candidats sur un certain nombre de thématiques centrales, encore récemment celle de la précarité : à l'aune de leurs réponses, nous apprécierons quelles sont leurs orientations pour le second degré, si elles répondent aux enjeux, ceux d'un second degré unifié faisant accéder tous les jeunes à une culture commune émancipatrice et les dotant de qualifications reconnues.

De ce congrès doit sortir un appel formulant les mesures d'urgence indispensables pour la rentrée 2012 comme celles, programmées sur une durée plus longue, dans le domaine des postes et

recrutements comme celui des réformes, destinées à redonner un élan au système éducatif. Comment juguler la crise de recrutement organisée par le pouvoir, comment mettre en place une formation des maîtres articulant toutes les composantes de nos métiers au lieu de les opposer ? Quelles pratiques et quels contenus seraient susceptibles de donner sens aux savoirs pour tous les élèves ? Comment redonner au service public d'orientation scolaire et ses personnels les moyens d'exercer pleinement leurs missions ? La liste est longue, rien ne doit être laissé de côté mais c'est bien un projet d'ensemble qui doit émerger.

Tâchons de nous montrer à la hauteur des défis, de faire preuve de ce qui fait la force du SNES, la richesse des apports de militants très présents dans la vie quotidienne des établissements, très impliqués dans leur vécu professionnel, mais très impliqués également dans tous les combats pour la justice sociale, combatifs et inventifs à la fois. Les débats seront sans doute ardues, c'est le cas à tous les congrès, mais peut-être cette fois-ci plus que d'autres, puissent-ils approfondir les analyses sur la situation actuelle, puissent-ils associer convivialité et esprit de responsabilité et déboucher sur des mandats riches et productifs, un plan d'urgence pour le second degré, plus largement pour le système éducatif, les services publics et plus largement pour refonder ce pacte social dont nous avons besoin et refaire vivre la démocratie à tous les niveaux.